



## CHAPITRE 9

### Loi de l'exécutif

#### SECTION I

##### DES POUVOIRS DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Pouvoirs  
du lieuten-  
nant-gou-  
verneur.

1. Dans les matières qui sont de la compétence de la Législature, tous les pouvoirs, attributions et fonctions qui, relativement à ces matières, étaient conférés aux gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs des diverses provinces formant actuellement partie de la Puissance du Canada, ou de chacune de ces provinces, ou étaient exercés par eux, d'après leurs commissions, instructions ou autrement, lors de l'adoption ou avant l'adoption de l'Acte d'Union, sont (en tant que cette Législature a le pouvoir d'agir ainsi) conférés au lieutenant-gouverneur ou administrateur de cette province, et exercés par lui, au nom de Sa Majesté ou autrement, selon l'exigence du cas; le tout soumis toujours à la prérogative royale comme auparavant. S. R. 1941, c. 7, a. 2.

Droit de  
grâce.

2. L'article 1 est censé inclure le droit de commutation et de pardon des sentences prononcées pour contraventions aux lois de cette province, et des infractions tombant sous l'autorité législative de la province. S. R. 1941, c. 7, a. 3.

#### SECTION II

##### DU CONSEIL EXÉCUTIF

Composi-  
tion du  
Conseil  
exécutif.

3. Le Conseil exécutif de la province de Québec est composé des personnes que le lieutenant-gouverneur juge à propos de nommer. S. R. 1941, c. 7, a. 4.

## CHAPTER 9

### Executive Power Act

#### DIVISION I

##### POWERS OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR

1. In matters within the jurisdiction of the Legislature, all powers, authorities and functions which, in respect of like matters, were vested in or exercisable by the Governors or Lieutenant-Governors of the several Provinces now forming part of the Dominion of Canada or any of the said Provinces, under commissions, instructions or otherwise, at or before the passing of the Union Act, are and shall be (so far as the Legislature has power thus to enact) vested in and exercisable by the Lieutenant-Governor or Administrator for the time being of this Province, in the name of Her Majesty or otherwise as the case may require; subject always to the royal prerogative as heretofore. R. S. 1941, c. 7 s. 2.

Powers  
vested in  
Lieuten-  
ant-Gover-  
nor.

2. Section 1 shall be deemed to include the power of commuting and remitting sentences for offences against the laws of this Province, or offences over which the legislative authority of the Province extends. R. S. 1941, c. 7, s. 3.

Pardons.

#### DIVISION II

##### EXECUTIVE COUNCIL

3. The Executive Council of the Province of Quebec shall consist of such persons as the Lieutenant-Governor may appoint. R. S. 1941, c. 7, s. 4.

Composi-  
tion of  
Execu-  
tive Coun-  
cil.

Porte-feuilles.

4. Le lieutenant-gouverneur peut nommer, sous le grand sceau de la Province, au nombre des membres qui composent le Conseil exécutif, les fonctionnaires suivants qui restent en office durant bon plaisir, savoir:

1° Un premier ministre qui est, de droit, président du conseil;

2° Un ministre chargé de l'administration de la justice, désigné sous le nom de procureur général;

3° Un ministre investi des pouvoirs définis par la Loi du secrétariat (chap. 54) et désigné sous le nom de secrétaire de la province;

4° Un ministre des affaires fédérales-provinciales;

5° Un ministre des affaires culturelles;

6° Un ministre des finances;

7° Un ministre du revenu;

8° Un ministre des richesses naturelles;

9° Un ministre des terres et forêts;

10° Un ministre de l'agriculture et de la colonisation;

11° Un ministre de la voirie;

12° Un ministre des travaux publics;

13° Un ministre du travail;

14° Un ministre de la santé;

15° Un ministre des affaires municipales;

16° Un ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche;

17° Un ministre de l'industrie et du commerce;

18° Un ministre de la famille et du bien-être social;

19° Un ministre des transports et communications;

20° Un ministre de l'éducation. S. R. 1941, c. 7, a. 5; 6 Geo. VI, c. 55, a. 5; 7 Geo. VI, c. 39, a. 1; 10 Geo. VI, c. 22, a. 2; 1-2 Eliz. II, c. 16, a. 2; 1-2 Eliz. II, c. 39, a. 1; 7-8 Eliz. II, c. 27, a. 2; 7-8 Eliz. II, c. 28, a. 2; 7-8 Eliz. II, c. 36, a. 1; 9-10 Eliz. II, c. 12, a. 1; 11-12 Eliz. II, c. 39, a. 18; 12-13 Eliz. II, c. 15, a. 2.

Solliciteur général.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un membre du Conseil exécutif, qui exerce la profession d'avocat depuis au moins quinze ans, pour remplir les fonctions de solliciteur général de la province.

Fonctions.

Le solliciteur général a pour fonctions d'agir comme procureur et conseil et de

4. The Lieutenant-Governor may appoint, under the Great Seal, from among the members of the Executive Council, the following officials, who shall remain in office during pleasure:

(1) A Prime Minister who shall, *ex officio*, be president of the Council;

(2) A Minister charged with the administration of justice, called the Attorney-General;

(3) A Minister with the attributions mentioned in the Provincial Secretary's Department Act (Chap. 54), called the Provincial Secretary;

(4) A Minister of Federal-Provincial Affairs;

(5) A Minister of Cultural Affairs;

(6) A Minister of Finance;

(7) A Minister of Revenue;

(8) A Minister of Natural Resources;

(9) A Minister of Lands and Forests;

(10) A Minister of Agriculture and Colonization;

(11) A Minister of Roads;

(12) A Minister of Public Works;

(13) A Minister of Labour;

(14) A Minister of Health;

(15) A Minister of Municipal Affairs;

(16) A Minister of Tourism, Fish and Game;

(17) A Minister of Industry and Commerce;

(18) A Minister of Family and Social Welfare;

(19) A Minister of Transportation and Communications;

(20) A Minister of Education. R. S. 1941, c. 7, s. 5; 6 Geo. VI, c. 55, s. 5; 7 Geo. VI, c. 39, s. 1; 10 Geo. VI, c. 22, s. 2; 1-2 Eliz. II, c. 16, s. 2; 1-2 Eliz. II, c. 39, s. 1; 7-8 Eliz. II, c. 27, s. 2; 7-8 Eliz. II, c. 28, s. 2; 7-8 Eliz. II, c. 36, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 12, s. 1; 11-12 Eliz. II, c. 39, s. 18; 12-13 Eliz. II, c. 15, s. 2.

5. The Lieutenant-Governor in Council may appoint a member of the Executive Council who has been practising the profession of advocate for at least fifteen years, to fill the office of Solicitor-General of the Province.

Solicitor-General.

The functions of the Solicitor-General shall be to act as attorney and counsel

Fonctions.

plaider devant les tribunaux, à la demande du procureur général, dans toute affaire légale ou instance judiciaire dont la conduite relève du procureur général.

Devoirs. Il remplit toutes autres fonctions et devoirs de nature légale ou juridique que lui assigne le lieutenant-gouverneur en conseil.

Privilèges, etc. Le solliciteur général jouit des mêmes privilèges et prérogatives qu'un ministre nommé en vertu de l'article 4. S. R. 1941, c. 7, a. 5a; 14 Geo. VI, c. 16, a. 1.

Président du Conseil exécutif. 6. Le membre du Conseil exécutif qui occupe le poste reconnu de premier ministre est de droit président du Conseil exécutif.

Indemnité, etc. du premier ministre, etc. Sans préjudice des indemnités et des allocations législatives, le premier ministre reçoit annuellement une indemnité de douze mille dollars, une allocation pour frais de représentation de quatre mille dollars et une allocation additionnelle de logement à Québec de deux mille dollars; chaque membre du Conseil exécutif mentionné aux articles 4 et 5 reçoit annuellement une indemnité de dix mille dollars et une allocation pour frais de représentation de deux mille dollars, et chacun des autres membres du Conseil exécutif reçoit annuellement une indemnité de cinq mille dollars et une allocation pour frais de représentation de deux mille dollars. Ces indemnités et allocations seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Aucune autre indemnité, etc. Si le premier ministre occupe en même temps une des charges énumérées dans l'article 4, il n'a droit à aucune autre indemnité et allocation pour frais de représentation que celles attachées à la fonction de premier ministre, sans préjudice toutefois de son indemnité et de son allocation comme député. S. R. 1941, c. 7, aa. 6 et 6a; 10 Geo. VI, c. 11, a. 16; 14 Geo. VI, c. 16, a. 2; 1-2 Eliz. II, c. 38, a. 8; 1-2 Eliz. II, c. 40, a. 1; 9-10 Eliz. II, c. 10, a. 9.

Transfert des ministères. 7. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut définir les devoirs qui doivent être remplis par tout membre du Conseil exécutif, transférer un ou plusieurs services

and to appear before the courts, at the request of the Attorney-General, in any legal matter or judicial proceeding the conduct of which belongs to the Attorney-General.

Duties. He shall fulfil such other functions and duties of a legal or juridical nature as the Lieutenant-Governor in Council may assign to him.

Privileges, etc. The Solicitor-General shall enjoy the same privileges and prerogatives as a minister appointed under section 4. R. S. 1941, c. 7, s. 5a; 14 Geo VI, c. 16, s. 1.

President of Executive Council. 6. The member of the Executive Council holding the recognized position of Prime Minister shall be *ex officio* President of the Executive Council.

Indemnity and allowances to members of the Executive Council. Without prejudice to the sessional indemnities and allowances, the Prime Minister shall annually receive an indemnity of twelve thousand dollars, an allowance of four thousand dollars for entertainment expenses, plus a lodging allowance, at Quebec, of two thousand dollars; each member of the Executive Council mentioned in sections 4 and 5 shall receive annually an indemnity of ten thousand dollars plus an allowance of two thousand dollars for entertainment expenses, and each of the other members of the Executive Council shall receive annually an indemnity of five thousand dollars plus an allowance of two thousand dollars for entertainment expenses. These indemnities and allowances shall be paid out of the consolidated revenue fund.

Indemnity and allowances to Prime Minister. If the Prime Minister at the same time hold one of the offices mentioned in section 4, he shall not be entitled to any other indemnity and allowance for entertainment expenses than those attached to the function of Prime Minister, without prejudice, however, to his indemnity and his allowance as member of the Legislative Assembly. R. S. 1941, c. 7, ss. 6 and 6a; 10 Geo. VI, c. 11, s. 16; 14 Geo. VI, c. 16, s. 2; 1-2 Eliz. II, c. 38, s. 8; 1-2 Eliz. II, c. 40, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 10, s. 9.

Transfer of branches. 7. The Lieutenant-Governor in Council may define the duties to be exercised by any member of the Executive Council, transfer one or more branches of any de-

	d'un ministère du contrôle d'un membre du Conseil exécutif au contrôle d'un autre membre et modifier le nom sous lequel un membre du Conseil exécutif ou un ministère est désigné.	partment from the control of any member of the Executive Council to the control of any other member and alter the name under which any member of the Executive Council or any department is designated.
Effet de l'arrêté en conseil.	Ce membre du Conseil exécutif a, relativement aux services qui lui sont ainsi attribués, les mêmes pouvoirs et remplit les mêmes devoirs que celui qui en avait précédemment le contrôle.	Such member of the Executive Council shall, with respect to such branch or branches of any department so transferred, have all the powers and shall perform all the duties which the member of the Executive Council formerly having control over the said branch or branches, had and performed.
Publication.	Tout arrêté en conseil pris en vertu des dispositions du présent article a son effet à compter de sa date et est ensuite publié dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> . S. R. 1941, c. 7, a. 7; 5-6 Eliz. II, c. 57, a. 1.	Every order-in-council adopted under the provisions of this section shall be in force from and after the date thereof and shall be afterwards published in the <i>Quebec Official Gazette</i> . R. S. 1941, c. 7, s. 7; 5-6 Eliz. II, c. 52, s. 1.
Ministre par intérim.	8. 1. Les pouvoirs, devoirs et attributions des fonctionnaires qui forment partie du Conseil exécutif, ainsi que ceux du premier ministre, peuvent être conférés temporairement, par arrêté en conseil, en tout ou en partie, à tout membre du conseil nommé en vertu de l'article 3; pourvu que tel membre du Conseil exécutif soit ou devienne membre de l'une ou de l'autre des deux Chambres.	8. (1) The powers, duties and functions of the members of the Executive Council, as well as those of the Prime Minister, may, by order-in-council, be, wholly or in part, temporarily conferred upon any member of the Council appointed in virtue of section 3; provided such member of the Executive Council be or become a member of either House.
Vice-président du Conseil.	2. Tout membre du Conseil exécutif peut être nommé, par arrêté en conseil, vice-président du Conseil exécutif et chargé, à ce titre, d'exercer les fonctions et pouvoirs du président du conseil lorsque ce dernier est absent de la capitale.	(2) Any member of the Executive Council may, by order-in-council, be appointed vice-president of the Executive Council and charged, as such, with the duties and powers of the president of the Council when the latter is absent from the capital.
Gratuité.	3. Le membre du Conseil exécutif doit exercer sans rémunération les fonctions qu'il est ainsi chargé de remplir.	(3) But every such member appointed under this section shall exercise his functions gratuitously.
Quorum.	4. Le lieutenant-gouverneur en conseil a et a toujours eu le droit de fixer le quorum du Conseil exécutif. S. R. 1941, c. 7, aa. 8 et <i>Sa</i> ; 5-6 Eliz. II, c. 52, a. 2; 9-10 Eliz. II, c. 12, a. 2.	(4) The Lieutenant-Governor in Council has and always had the power to fix the quorum of the Executive Council. R. S. 1941, c. 7, ss. 8 and <i>8a</i> ; 5-6 Eliz. II, c. 52, s. 2; 9-10 Eliz. II, c. 12, s. 2.

## SECTION III

DES DIRECTORATS DE COMPAGNIES  
OU CORPORATIONS

Incompatibilité. 9. Nonobstant toute loi à ce contraire, aucun membre du Conseil exécutif de la province de Québec ne peut être directeur ou administrateur d'une corporation d'un

## DIVISION III

## COMPANY OR CORPORATION DIRECTORSHIPS

9. Notwithstanding any law to the contrary, no member of the Executive Council of the Province of Quebec may be a director or administrator of any cor-

caractère commercial, industriel ou financier, si la dite corporation fait affaires avec le gouvernement de la province de Québec, directement ou indirectement ou encore verse ou peut être appelée à verser des impôts en vertu de la Loi de l'impôt sur les corporations (chap. 67). S. R. 1941, c. 7, a. 9.

poration of a commercial, industrial or financial nature, if the said corporation does business with the Government of the Province of Quebec, directly or indirectly, or pays or may be called upon to pay taxes under the Corporation Tax Act (Chap. 67). R. S. 1941, c. 7, s. 9.

Contra-  
ventions.

10. Toute personne qui enfreint les dispositions de la présente section est *ipso facto*, et demeure, pendant deux ans, inhabile à faire partie du Conseil exécutif de la province et ne peut être nommée conseiller législatif ni élue comme député à l'Assemblée législative, et ne peut siéger ou voter en l'une ou l'autre qualité; en outre, cette personne est passible, tant que dure la contravention, d'une amende quotidienne d'au moins cent dollars et d'au plus cinq cents dollars, et, dans le cas de condamnation, le tribunal doit, par le jugement final, étendre à cinq ans l'inhabilité ci-dessus décrétée. S. R. 1941, c. 7, a. 10.

**10.** Every person who infringes the provisions of this division shall *ipso facto* be, and remain for two years, disqualified as a member of the Executive Council of the Province, and from being appointed a Legislative Councillor, from being elected a member of the Legislative Assembly, and from sitting or voting in the one or the other capacity. In addition, such person shall be liable, as long as the infringement lasts, to a daily fine of not less than one hundred dollars and of not more than five hundred dollars, and, in the case of conviction, the court shall, by the final judgment, extend to five years the disqualification above enacted. R. S. 1941, c. 7, s. 10. Penalty.

Poursui-  
tes.

11. Toute poursuite en vertu de la présente section est matière sommaire et elle est instituée par action devant la Cour supérieure en la manière ordinaire prescrite par le Code de procédure civile. S. R. 1941, c. 7, a. 11.

**11.** Every prosecution under the provisions of this division shall be deemed to be a summary matter and shall be instituted by action before the Superior Court in the ordinary manner prescribed by the Code of Civil Procedure. R. S. 1941, c. 7, s. 11. Prosecu-  
tions.

Interlo-  
cutoires.

12. Nonobstant toute loi à ce contraire, les jugements interlocutoires rendus en cours d'instance en vertu de la présente section ne sont pas sujets à appel; la partie peut, cependant, exciper de ces jugements qui peuvent alors être révisés en même temps que le jugement final si ce dernier est porté en appel. S. R. 1941, c. 7, a. 12.

**12.** Notwithstanding any law to the contrary, interlocutory judgments rendered in a suit under this division shall not be subject to appeal; the party may, however, make exception to such judgments which may then be revised at the same time as the final judgment if such latter be taken to appeal. R. S. 1941, c. 7, s. 12. Interlocu-  
tory judg-  
ments.

Appels.

13. Il y a appel du jugement final à la Cour du banc de la reine.

**13.** An appeal shall lie from the final judgment to the Court of Queen's Bench. Appeal.

Priorité.

Cet appel, qui doit être interjeté dans les huit jours de la date du jugement, a priorité sur les autres et doit être entendu, lors de la première session de la cour qui suit l'inscription, si la chose est possible, ou, au plus tard, lors de la deuxième session.

Such appeal, which must be brought within eight days from the date of the judgment, shall have priority over other appeals and must be heard at the first sitting of the court following the inscription, if it be possible, or, at the latest, at the second sitting. Priority  
appeal.

Jugement final. Le jugement de la Cour du banc de la reine est final. S. R. 1941, c. 7, a. 13.

The judgment of the Court of Queen's Bench shall be final. R. S. 1941, c. 7, s. 13. Judg-ment.

## SECTION IV

DES ENTENTES AVEC D'AUTRES GOUVERNEMENTS  
ET DES CORPORATIONS MUNICIPALES

Ententes autorisées. 14. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre de la santé à conclure, avec d'autres gouvernements et aussi avec des corporations municipales, les ententes qu'il juge conformes aux intérêts et aux droits constitutionnels de la province, pour l'exécution, en collaboration, de tout projet visant à sauvegarder et améliorer la santé publique. S. R. 1941, c. 7, a. 14; 13 Geo. VI, c. 16, a. 1.

Pouvoir des corporations municipales. 15. Toute corporation municipale, quelle que soit la loi la régissant, qui est partie à une entente conclue en vertu de la présente section peut autoriser, par résolution de son conseil, les actes et dépenses nécessaires à l'exécution de cette entente. S. R. 1941, c. 7, a. 15; 13 Geo. VI, c. 16, a. 1.

Avances. 16. Le gouvernement de la province est autorisé à effectuer, à titre d'avance, à même le fonds consolidé du revenu, le paiement partiel ou total de la part contributive de toute partie à une telle entente.

Remboursement. Les sommes ainsi avancées sont remboursables au fonds consolidé du revenu et y sont versées dès que le gouvernement les a perçues. S. R. 1941, c. 7, a. 16; 13 Geo. VI, c. 16, a. 1.

## DIVISION IV

AGREEMENTS WITH OTHER GOVERNMENTS AND  
WITH MUNICIPAL CORPORATIONS

14. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Health to make with other governments and also with municipal corporations, any agreements which he deems conformable to the interests and the constitutional rights of the Province, for the joint execution of any project tending to safeguard and improve public health. R. S. 1941, c. 7, s. 14; 13 Geo. VI, c. 16, s. 1. Agree-ments au-thorized.

15. Any municipal corporation, whatever may be the law governing it, which is party to an agreement made in accordance with this division, may authorize, by resolution of its council, the acts and expenditure required for the execution of such agreement. R. S. 1941, c. 7, s. 15; 13 Geo. VI, c. 16, s. 1. Powers of municipal corpora-tions.

16. The government of the Province is authorized to make, out of the consolidated revenue fund, as an advance, payment of the whole or part of the contributory share of any party to such agreement. Ad-vances.

The sums thus advanced shall be repayable to the consolidated revenue fund and shall be deposited therein as soon as collected by the government. R. S. 1941, c. 7, s. 16; 13 Geo. VI, c. 16, s. 1. Repay-ment.